



Newsletter

December 2017

Message de bienvenue du Président



Chers membres et amis du g7+, je me réjouis de partager avec vous une mise au courant des résultats impressionnants que nous avons réalisés en 2017. Le secrétariat du g7+, avec le support de la mission permanente de Sierra Leone et du Timor, a organisé deux évènements

parallèles (HLSE), à la 72^{ème} Assemblée générale des Nations unies (AGNU) à New York en septembre. La principale discussion thématique à l'AGNU concernait le maintien de la paix et nos évènements- sur la promotion de la justice et de la paix et la réconciliation-ont amené à faire du contrôle par les pays concernés notre recommandation clé aux Nations unies pour qu'ils fassent progresser ce programme.

Au niveau national, je voudrais féliciter nos frères et sœurs en Côte d'Ivoire et à Haïti qui ont dit adieu aux missions de paix cette année, les 30 juin et 15 octobre respectivement. Nous avons commissionné le Centre de Coopération internationale (CIC) pour compiler les expériences et les leçons des pays du g7+ qui ont complété leurs missions de paix des Nations unies. Cette étude fournira des données pratiques au programme de réforme des Nations unies. Je vous invite à lire l'article sur la discussion de haut niveau du g7+ sur comment gérer les transitions onusiennes dans cette lettre d'information. Nous avons été le témoin de deux sessions des élections générales dans la paix et la réussite. La première élection a été organisée par les institutions de l'état et les forces de sécurité. Cela démontre que notre plaidoirie en faveur du renforcement des capacités nationales fonctionne.

Dans les derniers mois, la Guinée Bissau a terminé son évaluation de fragilité. Nous leur souhaitons une présentation réussie au cours de leur conseil ministériel. Le Soudan du Sud a révisé et mis au point son évaluation de fragilité pour l'aligner avec sa Stratégie nationale de Développement, et il vient de terminer un processus de consultation avec les parties prenantes, une des exigences pour satisfaire l'accord de paix. Nous espérons que les résultats de l'Évaluation de Fragilité pourront être incorporés à la Stratégie nationale de Développement. Finalement, le Liberia se dirige vers la réalisation de sa deuxième évaluation. L'Afghanistan, La République centrafricaine (RCA),

la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen ont continué à être défiés par conflit et fragilité. Le g7+ va chercher des manières de les aider et de s'engager avec ces pays pour qu'ils se déplacent vers la stabilité. Nous nous réjouissons de travailler ensemble en 2018, avec une énergie renouvelée et une motivation renforcée pour la famille du g7+. En vous souhaitant que vous ayez eu un joyeux Noël, bonne année nouvelle.

S.E. Momodu Lamin Kargbo
Ministre des finances et du Développement économique et Président du g7+

Le Cœur du programme du g7+: Le maintien de la paix, l'accès à une justice équitable et la prévention des conflits



L'adoption unanime par le conseil de Sécurité de la Résolution 2282, et par l'assemblée générale de la Résolution 262 en 2016 sur le maintien de la paix et la prévention des conflits, indique une reconnaissance globale de l'importance d'investir dans des fondations endogènes pour maintenir la paix. Cela demande d'insister sur un soutien pro actif, à long terme et diversifié pour éviter que les pays tombent dans la crise.

Ces résolutions indiquent que la réalisation, la construction, et le maintien de la paix doivent être conduits localement. La capacité de l'état à maintenir la délivrance de services de base (tels que la sécurité et la justice) crée une situation plus paisible, et par conséquent établit la légitimité de l'état. Sur la base d'expériences de première main avec conflit et fragilité, le g7+ soutient ces mêmes principes. Le groupe du g7+ a fait un effort pour partager ses expériences pertinentes et ses perspectives avec les Nations unies et autres plateformes, dans le but de rendre cette vision une réalité. Le g7+ s'est montré actif dans la poursuite de sa plaidoirie au cours de la 72^{ème} session de l'AGNU. Cela a été réalisé par le biais de l'organisation d'évènements parallèles de haut niveau sur la promotion de la paix par des moyens organiques et un accès à une justice équitable.

Accès à une justice équitable: un facteur de rapprochement concernant le contrat social entre un état et ses citoyens

Au cours de la réunion des ministres de la justice du g7+ en septembre à New York, les participants (Ministres, diplomates du g7+ et de pays non-g7+, ainsi que représentants d'organisations multilatérales) ont insisté sur l'importance de l'accès à la justice par les citoyens. Un accès à une justice rapide et équitable détermine la légitimité de l'état, et éventuellement établit la confiance entre le peuple et le gouvernement – un facteur de soutien de la paix. Cette réunion a été organisée comme un suivi des suggestions faite à la réunion technique de Lisbonne, en juillet 2017.

Dans leurs remarques, la personne Éminente du g7+, Xanana Gusmao, et le Président du g7+, Ministre Momodu Lamin Kargbo, ont reconnu que la capacité de l'état à délivrer la justice est un pilier fondamental du contrat social entre le peuple le gouvernement. La complexité de la promotion totale de la justice et de la règle du droit dans les pays du g7+, cependant, est mal comprise par les acteurs internationaux.



Au lieu d'imposer des standards internationaux, qui ne sont pas en ligne avec les contextes des pays du g7+, Xanana Gusmao a invité la communauté internationale à “sortir de leur zone de confort et essayer de comprendre les trajectoires uniques de ces pays ». Cela inclut le soutien et le renforcement des systèmes judiciaires en place et de la règle du droit au niveau national.

D'autres ministres ont reconnu que le manque de capacités est le défi principal auquel font face les systèmes judiciaires locaux dans beaucoup de pays du g7+. En outre, les pays affectés par des conflits héritent de nombreux systèmes de justice dans leur période de transition, y compris des systèmes judiciaires soutenus par les Nations unies, des systèmes traditionnels de justice/ou des systèmes communautaires informels ainsi que des systèmes officiels ou fournis par l'état. L'objectif est d'intégrer ces systèmes de façon complémentaire.

Les systèmes de justice seraient pires sans le soutien international, mais les participants ont reconnu que le soutien international devrait refléter les contextes locaux et nationaux des pays concernés. Un système de justice robuste donne confiance aux investisseurs étrangers, et encourage la création d'emplois. Il amène également à la croissance des activités économiques.

Les représentants du g7+ et autres participants ont décidé de mettre au point des domaines de collaboration judiciaire. La collaboration est établie pour que les pays membres partagent leurs expériences et leurs leçons avec d'autres pays qui font face à des situations similaires et pour plaider en faveur d'une aide sensible au contexte. ****

La réalisation, la construction et le maintien de la paix est un processus conduit à l'échelon national qui a besoin de soutien et non pas de directives.



Nous avons organisé un événement parallèle de haut niveau (HLSE) sur la paix et la réconciliation pour partager des expériences de première main venues des pays du g7+ sur un dialogue et une réconciliation menés par ces pays. Au cours de l'évènement, le g7+ a lancé son étude pilote sur l'expérience de la réconciliation entre le Timor oriental et l'Indonésie après 25 ans d'occupation blessante.

Dans ses remarques, le Président de l'Assemblée générale, Miroslav Lajmak, a dit que “la communauté internationale a un rôle essentiel à jouer (d'aider les pays à construire et maintenir la paix) mais cela devrait venir sous la forme de soutien et non pas de directives”.

Il a ajouté que les doubles résolutions sur le maintien de la paix, telles que mentionnées ci-dessus, ont confirmé que “les efforts de construction et de maintien de la paix doivent être conduits nationalement s'ils doivent réussir”. La prévention des conflits est avant tout la clé dans le maintien de sociétés en paix. Cela comprend le soutien de programmes de médiation organisés par les acteurs nationaux plutôt que planifiés par des missions du Conseil de Sécurité.

La revue de 2015 sur les opérations de paix onusiennes insiste sur de nombreux domaines prioritaires de soutien. Par exemple, la justice et les fondations économiques n'ont pas reçu un financement international adéquat. En fait, ils en ont reçu moins. En conséquence, le soutien international n'est pas en harmonie avec les priorités nationales.

Dans sa présentation d'un discours de la part du président de la Sierra Leone, le Ministre des Affaires et de la Coopération internationale, Samura Kamara a applaudi notre initiative d'attirer l'attention globale et de se concentrer sur un programme de maintien de la paix dans les pays du g7+. C'est parce que les pays



du g7+ ont une expérience de première main sur les conflits, la violence les déplacements, la mort et les blessures. Les membres du g7+ sont solidaires dans leur engagement à construire la paix et à éviter les conflits. Ces pays, cependant, sont également prévus d'avoir le plus niveau de pauvreté d'ici 2030 si les objectifs ODD ne sont pas réalisés.

Quant aux expériences des pays, le Ministre des Affaires étrangères d'Indonésie Retno Marsudi, a rappelé le processus de réconciliation de 2005 entre le Timor oriental et l'Indonésie, le décrivant "comme une solution exemplaire pour surmonter les conflits et les acrimonies contemporaines". De la part de l'ancien Président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, Dino Patti Djalal a mentionné quatre facteurs pour une réconciliation réussie: gouvernance, engagement solide envers la réconciliation, vision vers l'avenir, et bonne volonté mutuelle.



Alors que le maintien de la paix est un programme commun, les formes de crises sont différentes dans chaque pays (ex. terrorisme, conflit interne). Chaque crise exige une approche sur mesure. Au cours de l'évènement parallèle, le vice- Ministre des Affaires étrangères de l'Afghanistan a expliqué que pour faire face au terrorisme en Afghanistan, une coopération régionale et internationale est nécessaire. Le gouvernement est engagé à poursuivre la paix et la stabilité, et le soutien des acteurs régionaux et internationaux est indispensable pour initier des pourparlers de paix, la réconciliation et le dialogue. Les représentants des pays donateurs, de la société civile et des agences multilatérales ont réitéré leur solide soutien pour un programme de maintien de la en l'alignant avec les programmes de sécurité, d'humanitaire et de développement dans les pays du g7+. ****

Dans les pays affectés par conflit et fragilité, la prévention des conflits est la clé dans la réalisation des ODDs.

En collaboration avec le président de la Commission pour la Construction de l'État (PBC), soit la Corée du Sud, nous avons tenu l'évènement parallèle : Prévention des conflits : soutenir les sociétés en soutenant la paix, en marge du Forum politique de haut Niveau en juillet à New York. L'évènement est devenu une nouvelle plateforme pour établir des liens étroits, et pour partager des expériences de construction de la paix et de rétablissement après-conflit.



Momodu Lamin Kargbo a partagé ses expériences avec les défis présentés par la paix et le développement en Sierra Leone. Il a invité toutes les parties prenantes à travailler en collaboration "pour se concentrer et continuer" à prévenir les conflits comme la clé pour éliminer les conflits, éradiquer la pauvreté et réaliser tous les ODDs. Il a insisté sur l'importance des principes du New Deal – le premier échelon d'aide reconnu à Busan en 2010 pour développer la construction d'une paix à long terme dans les pays du g7+. Le New Deal guide un planning dirigé par le pays concerné et adapté aux uniques contextes et défis de chaque pays du g7+. Ces principes aident les donateurs, les acteurs internationaux et les pays receveurs à être responsables pour réaliser la construction de la paix et de l'état.

Beaucoup de pays du PCB ont eu un passé turbulent mais ils sont en paix maintenant. De tels pays, avec leurs expériences dans le rétablissement après le conflit, ont des connaissances et des leçons qui peuvent être partagés. Il y a 6 pays du g7+ au programme du PCB ((Burundi, RCA, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia and Sierra Leone). L'évènement a été également une opportunité pour partager la meilleure pratique avec d'autres pays qui font face à des expériences similaires. Dans ses remarques, l'Ambassadeur de Corée, Hahn Choong Hee, a insisté sur son soutien envers cette initiative, et voudrait faciliter un travail concret entre le g7+ et les groupes du PCB sous la direction de la Corée. Un représentant de la société civile a dit : " La jeunesse constitue la majorité de la population dans les pays du g7+ mais il y a des pourcentages élevés de chômage au niveau national". Assurer la paix est un obstacle majeur quand les populations jeunes sont engagées dans des activités rebelles et violentes. L'évènement a été conclu avec une entente entre le G7+ avec le PCB pour développer un Protocole d'Entente (PE) pour renforcer encore le partenariat et la entre les deux organisations. ****

Repenser les missions onusiennes politiques et de maintien de la paix



Le but du maintien de la paix par les Nations unies est d'offrir la sécurité, et le soutien politique et de construction de la paix pour aider les pays dans leur transition entre le conflit et une paix durable. Cela inclut la facilitation du processus politique, la protection des civils, l'aide à la réconciliation, le soutien des élections et l'aide pour restaurer la règle du droit. Dans de nombreux cas, cependant, les missions quittent les pays sans préparer assez les hôtes pour prendre en main le contrôle des institutions, de la sécurité, de la paix et d'un développement durable. Le système onusien se concentre souvent sur les réformes internes et l'amélioration dans la construction des capacités, mais échoue dans ses consultations et son écoute des perspectives des pays hôtes sur comment gérer la transition.

Cinq des pays du g7+, la Côte d'Ivoire, Haïti, les Iles Salomon, la Sierra Leone et le Timor-Oriental ont dit au revoir à leurs missions. Sur cette base, nous avons organisé une Discussion de haut niveau en table ronde dans notre centre européen de Lisbonne pour écouter les perspectives des pays hôtes sur comment gérer les missions onusiennes de paix et de politique. Nous avons également commissionné la CIC pour préparer une étude sur les points de vue des pays hôtes sur les propositions de réforme concernant la paix et la sécurité au sein des Nations unies.

Ont assisté à l'évènement quatre représentants des pays du g7+ (Guinée-Bissau, Sierra Leone, Soudan du Sud et Timor-Oriental), des donateurs et des partenaires multilatéraux qui ont insisté sur l'importance de soutenir les acteurs locaux dans la réalisation de la paix. Présidée par Kay Rala Xanana Gusmao, il a été précisé que la réunion n'était pas pour critiquer les Nations unies. A la place, elle a insisté que le système onusien devrait être sensible aux contextes des pays et aider les citoyens à se prendre en charge, pour permettre un processus de transition durable et harmonieux.

Le Président de la Commission de Paix et de Réconciliation du Soudan du Sud, Chuol Rambang Louth, a dit que bien que le Soudan du Sud ait signé un accord de paix entre les factions en guerre, la situation ne s'était pas encore améliorée de façon significative. Les Nations unies n'ont pas été capables de construire un rapport solide avec les partenaires locaux, ce faisant créant un manque de stabilité dans le partage du pouvoir. Au Soudan du Sud, il est difficile pour les Nations unies de poursuivre une approche indépendante « *les Nations unies nettoient le sol alors*

que le robinet coule toujours » a dit Louth. Selon lui, les soudanais du Sud s'attendent à ce que les Nations unies fassent une différence, et certainement, la situation aurait été pire si les Nations unies n'étaient pas là. Cependant, elles ne peuvent pas assumer qu'elles n'ont pas besoin de changer de méthode, et qu'elles en savent plus que les autres ; ce n'est pas le cas quand la pauvreté est très élevée. L'infrastructure pour la paix est la capacité institutionnelle. Louth a recommandé que les Nations unies délèguent leur autorité aux missions au niveau national, de telle sorte qu'une confiance mutuelle soit élaborée avec la population. Louth a ajouté qu'une « paix conséquente » exige un investissement dans « une petite paix ». Il y a une logique économique



dans le combat « « La destitution favorise la mobilisation ». Finalement, le Soudan du Sud est un pays sans frontières maritimes ce qui place un poids énorme sur la capacité du pays à exporter et obtenir une indépendance économique.

Pendant le 'tour de table', le Ministre parlementaire d'État de Guinée-Bissau, Soares Sambu, a partagé son expérience avec la direction du Ministère de l'Économie et de l'Intégration régionale, pendant les gouvernements transitoires de 2012 et 2014. La Guinée-Bissau était en train d'organiser des élections. Les Nations unies ont estimé qu'elles couleraient 13-20 millions de dollars. Sous l'ombrelle de la Coopération Fragile-Fragile ((F2F), le Timor oriental a étendu son soutien et a ajusté le coût des élections à 6 millions de dollars, tout en offrant ce montant à la Guinée-Bissau. C'est l'exemple qu'il voudrait voir adopté par le programme de réformes des Nations unies. Le Président de la fondation du g7+, l'Ambassadeur Prosper Pierre-Richard, a rappelé son expérience avec la rédaction des résolutions de maintien de la paix. Il a reconnu qu'il s'agissait d'un processus unilatéral et qu'il y avait un manque de coordination entre le Conseil de Sécurité, le Bureau du Secrétaire général, la rédaction des résolutions et les mandats opérationnels. Il a recommandé un rythme plus lent dans les préparations des résolutions pour permettre un plus grand apport de la part des pays receveurs et des Nations unies. Cela va aider à guider le Secrétaire général et le DPKO quand ils rédigent et construisent leurs opérations. La réunion s'est terminée avec la rédaction d'un document de clôture. La CIC va organiser d'autres réunions avec les représentants du g7+ à New York pour s'assurer que toutes les expériences sont représentées et analysées. ****

Des budgets fragmentés signifient un développement insoutenable



La consolidation des institutions de l'état après des décennies de guerre et de conflit a toujours été la première priorité des pays affectés par des conflits. Arranger une capacité démolie, qui est exacerbée par des outils d'aide fragmentés, inopportuns, à court terme, et sans vision, est le plus grand défi pour les autorités étatiques. Pendant la transition, la direction de ces pays s'acharne à comment diriger et posséder le processus de réforme, avec les donateurs dans un rôle de soutien. Le g7+ a toujours plaidé pour que les pays dirigent ce processus et il demande aux partenaires de rester engagés à long terme.

Les expériences de première main des pays membres offrent une vaste évidence que les transitions devraient être possédées et gérées par les pays eux-mêmes. Nous avons commissionné une étude comparative: la Construction de l'État dans les Pays affectés par conflits et fragilité conduite par l'Institut d'Efficacité de l'État (ISE), et soutenue par la Fondation du g7+. L'étude, qui a été lancée à notre événement parallèle de haut niveau tenu lors des réunions annuelles de la Banque mondiale, s'intéresse à la réforme dans la Gestion des Finances publiques (FPM), en Afghanistan et au Timor oriental. Ses résultats confirment l'importance de la prise en charge nationale des processus budgétaires pour financer le développement de façon plus efficace et plus durable.



Le Président du g7+, d'autres ministres, vice- ministres et officiels venus des pays du g7+ ont réitéré que l'aide transmise par le biais des systèmes nationaux et des budgets était plus efficace que celle venue en dehors des systèmes nationaux. Les participants ont offert ces recommandations:

- Offrir des conseils politiques clairs depuis les capitales jusqu'aux bureaux nationaux sur l'importance de l'utilisation

- des systèmes nationaux pour délivrer une construction de l'état et un développement durables.
- Augmenter le montant de l'aide délivrée en tant que soutien budgétaire;
- Établir l'utilisation des systèmes nationaux comme outil par défaut, même en ce qui concerne les modalités de soutien non-budgétaire;
- Limiter l'utilisation des Unités d'Implémentation de Projets et réviser leurs pratiques nocives;

Le rapport a précisé que l'utilisation des systèmes nationaux est un lien essentiel qui joint le financement, le contrôle et le développement. Il insiste sur un budget national qui devrait être l'instrument fondamental de politique de développement _ pour augmenter la légitimité de l'état et la possession nationale du processus de développement.



De nombreux donateurs s'inquiètent du manque de capacités ou d'une faible gouvernance. L'expérience de l'Afghanistan ou du Timor oriental montre qu'il ne doit pas y avoir un lien entre la réalisation d'un développement durable par le biais de l'utilisation de systèmes nationaux et l'acceptation de risques fiduciaires plus conséquents. Des systèmes fragmentés qui ne construisent pas et n'investissent pas dans la capacité nationale ne délivreront pas des résultats de développement durables et risquent d'affaiblir les systèmes nationaux, par conséquent empirant les risques fiduciaires. Un représentant de Suède a décrit l'évènement comme « un apprentissage assez intense pour les donateurs et nous sommes à fond pour l'utilisation des systèmes nationaux ».

Finalement, le Ministre des Finances du Liberia, Boima Kamara, a exprimé le désir par le Liberia de prendre la responsabilité de reformer leur système pour le rendre plus responsable aux yeux des citoyens et des donateurs. ****

Une coopération réussie: la fermeture du camp de M'Poko à Bangui

En République centrafricaine, (RCA), l'aéroport international M'Poko de Bangui, qui abritait 28 000 personnes déplacées internes (IDP) vient de fermer. Ouvert en décembre 2013, il constituait le plus grand site pour les IDPs. Ses occupants sont rentrés chez eux ou ont décidé d'aller vivre dans des lieux sûrs.

Comment ce résultat a-t-il été réalisé? Le g7+, et les fonctionnaires du Ministère de Réconciliation nationale et des Affaires sociales, pensent que tout a commencé au moment de la campagne présidentielle. Le Chef d'État actuel, qui était alors un candidat aux élections, a promis aux IDPs qu'il ferait de son mieux pour assurer leur retour à la maison. Aux élections de mars 2016, un processus de gestion a été lancé et deux structures ont été mises en place.



La première structure consistait en un comité stratégique présidé par le président de la République. Ce comité groupait le gouvernement ainsi que des représentants de haut niveau des partenaires locaux techniques et financiers, ainsi que la communauté humanitaire internationale. Les deux parties ont suggéré deux plans. Pour le gouvernement, la fermeture du site de l'aéroport était une priorité à cause de la sécurité de ses occupants. Pour la communauté humanitaire, un processus de retour volontaire jusqu'à 2019 devait être lancé- le gouvernement a décidé de ne pas adopter cette proposition.

Le Gouvernement s'est engagé à mettre en action un plan de clôture du site, malgré des hésitations venues de la communauté humanitaire internationale. Le plan des opérations a été lancé et réalisé, avec le soutien technique du Ministère du Plan, de l'Économie et de la Coopération. L'engagement d'OCHA et de l'UNHCR a amené le développement d'outils d'identification et de communication, et de cartes de paiement. Cette opération a été bien reçue par les IDPs qui étaient épuisés après trois ans dans un camp insupportable.

Il fut décidé que les conditions de sécurité dans les banlieues de retour seraient gérées par la Mission onusienne intégrée de Stabilisation Multidimensionnelle (MINUSCA) en RCA et le Ministère de Sécurité publique. Quand le gouvernement était dans une situation financière difficile pour soutenir le retour des IDPs à une vie normale hors du camp, le g7+ a envoyé une mission jointe menée par Xanana Gusmao en septembre 2016.

A la suite, le Timor oriental a offert 1.5 millions de dollars à la RCA pour aider avec le processus de fermeture du camp. Le fonds a été transmis directement au Ministère des Finances de la RCA, par le biais des systèmes nationaux. Le gouvernement a également contribué avec 250 millions de Francs CFA.

Le 14 décembre 2016, le président de la république a présidé à la cérémonie du lancement de la clôture du site. Dans son discours, il a rappelé la solidarité du Timor oriental à travers la coopération F2F et le g7+. Le site aujourd'hui est toujours fermé. Pour financer la standardisation internationale de l'aéroport le gouvernement a obtenu un financement du Fonds saoudien de Développement, de l'Agence française de Développement et de la Banque de Développement d'Afrique centrale (BDEAC).



La fermeture du site de l'aéroport a entraîné la fermeture de 32 autres sites IDP à Bangui. Après ce succès, la communauté humanitaire a offert un million de dollars pour renforcer et accompagner les personnes déplacées de retour avec une réhabilitation des points d'eau et autres services sociaux essentiels dans les arrondissements urbains. Il faut noter que les ressources des agences humanitaires ont été auto gérées.

Le processus d'identification pour l'implémentation du projet concernant les communautés déplacées (PACAD), dans les troisième et quatrième arrondissements de Bangui (où la plupart des personnes déplacées vivent) a été lancé avec l'aide financière des partenaires. Ce projet comprend le soutien en développement de fonds générateurs de revenus pour les IDPs. La coopération F2F du g7+ a été le point de départ pour l'intervention de la communauté humanitaire internationale. ****

The article is contributed by Mr. Bienvenue Herve-Kouvongbo, Director of Multilateral Cooperation at the Ministry of Planning, Economy and International Cooperation and the g7+ Focal Point in Central Africa Republic.

Lancement d'une publication jointe sur la coopération F2F

Le Secrétariat du g7+ avec le Bureau onusien de Coopération Sud-Sud (UNOSSC) a lancé une publication sur la coopération F2F, en Turquie en novembre. La publication comprend une revue de la F2F, de ses principes et de ses objectifs, et de ses résultats. F2F a été implémenté dans de nombreux pays du g7+ comme la RCA, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, la Sierra Leone et le Soudan du Sud.



La publication détaille des exemples de coopération F2F pour la promotion de la paix et de la réconciliation, le soutien des élections, la gestion des ressources naturelles, et des urgences. Ces exemples montrent que « en dépit des difficultés auxquelles ces pays font face, ils ont beaucoup à s'offrir les uns aux autres ». Mmodu Lamin Kargbo.

Dans son discours au cours du lancement, le Secrétaire général du g7+, Helder da Costa a souligné que *“dans chacun de ces cas, l'aide est venue dans un esprit de bénévolat et de solidarité, dénué de conditions préalables et d'intérêts.”*

“C'est une modalité complémentaire importante de la coopération Sud-Sud. Comme le prouve cette publication, la coopération F2F contribue beaucoup à la construction de la paix et de l'état. Par le biais d'activités telles que le partage d'expériences, l'échange des connaissances, et l'offre d'aide financière, les activités F2F contribuent directement aux objectifs de développement national, et à la création d'un monde plus paisible ». Jorge Chediek, Envoyé du Secrétaire général. ****

La Somalie: une nation résiliente au sein des défis mondiaux

La Somalie, membre du g7+, a récemment été témoin d'une sévère sécheresse et d'attaques terroristes. La famine prolongée a laissé plus de la moitié de la population en besoin d'aide humanitaire. Ces défis ont fait la une des médias internationaux. Comme les autres pays touchés par les conflits, les gros titres médiatiques négatifs contribuent à une stigmatisation préjudiciable attachée à la fragilité. En visitant la Somalie, on réalise combien les perceptions peuvent être influencées par les nouvelles. Les Somaliens ont une attitude accueillante et la résilience du pays est extrêmement claire.

Le Secrétariat du g7+, représenté par Habib Mayar, a été invité à participer à la Conférence du Partenariat somalien, le 5 décembre 2017, à Mogadiscio. Cette conférence a été la première à

examiner les progrès faits par le Partenariat somalien pour la Paix et la Prospérité en Somalie, lancé à Londres en mai 2017. Le Président et le premier Ministre somalien, des membres du cabinet somalien, des parlementaires, des partenaires au développement et des organisations de la société civile y ont assisté.

Dans son allocution d'ouverture, le Président de la République de Somalie a confirmé l'engagement de son gouvernement envers son peuple pour rétablir la paix et réaliser le développement social et économique. S'appuyant sur le succès des élections de 2017, il a déclaré que « le gouvernement passera d'une méthode de partage du pouvoir et de choix de dirigeants par le clan, à un modèle démocratique représentatif, inclusif et responsable ».

Le gouvernement de la Somalie a achevé les deux tiers du deuxième programme de contrôle du personnel par le Fonds monétaire international (FMI). C'est une indication de la mise en œuvre réussie des réformes vigoureuses du gouvernement, des réformes qui visent à améliorer le bien-être social et économique du peuple somalien.



Pour renforcer l'impact de l'aide internationale au développement, les donateurs devraient investir dans des infrastructures conformes aux Priorités nationales de la Somalie. La construction de barrages, par exemple, est une stratégie recommandée pour réduire la probabilité de famines récurrentes. La construction de routes et de ports peut améliorer la connectivité et le commerce, créer des emplois et des moyens de subsistance, tout en augmentant davantage les recettes nationales.

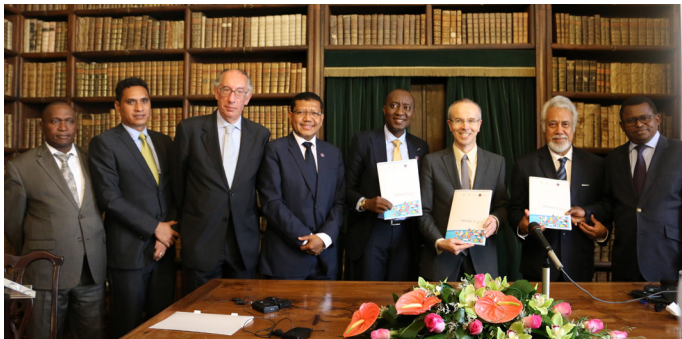
“Le récit qui a défini ce pays et ses habitants au cours des trois dernières décennies a peut-être été celui de la division, de l'insécurité et du manque de gouvernance, mais soyez assurés que nous sommes une nation résiliente.”

Les réformes entreprises par le gouvernement ont besoin du soutien continu des donateurs. Le g7+ est déterminé à aider la Somalie. Nous ferons cela en facilitant un partage d'expériences entre les pairs du g7+. Lors d'une réunion bilatérale entre le Ministre de la Planification de la Somalie et le Secrétaire général adjoint du Secrétariat du g7+, il a été convenu que le Secrétariat et le Ministère travailleront ensemble pour développer un programme de partage de connaissances et d'expériences entre les pays. Cela permettra également à la Somalie de partager ses leçons avec d'autres pays membres. ****

Ouverture d'un bureau à Lisbonne: comment étendre notre visibilité en Europe



Helder da Costa a signé un Protocole d'Entente (PE) avec le Conseil d'Administration de la ville de Lisbonne en mai 2017 qui a fourni un espace administratif au groupe du g7+ pour une période de 10 ans, gratuitement, avec la possibilité d'une extension pour une autre décennie. En addition à notre quartier général à Dili, au Timor oriental, l'expansion du nouveau bureau permet au groupe du g7+ d'augmenter sa visibilité et sa présence en Europe. Le bureau servira comme emplacement pour des réunions régulières pour les pays du g7+.



Ce centre doublera l'empreinte de notre bureau et soutiendra la stratégie de croissance du g7+ pour construire et renforcer son rapport avec les pays donateurs basés en Europe. Avec le soutien du Programme de Développement des Nations unies(PNUD), le g7+ recrutera un technicien pour administrer le bureau. Au moment du lancement du bureau, la délégation du g7+ a voyagé à Coimbra, dans une des universités les plus anciennes dans le monde: l'université de Coimbra. A Coimbra, le g7+ a fait une présentation sur les défis de la construction de la paix et de l'état dans les pays affectés par conflits et fragilité.

L'évènement a compris des orateurs de l'Université de Coimbra, d'Afghanistan, du Burundi, de la RCA, de la Sierra Leone et du Timor oriental. Le point focal d'Afghanistan, Mustafa Aria a dit: "Nous sommes les victimes du terrorisme international et de la géopolitique, nous ne sommes pas en guerre civile." Le Ministre de la RCA, Yerima Mandjo, a expliqué que la RCA ne peut pas complètement être stable et calme quand "de nombreuses régions du pays sont occupées par des groupes armés," ce qui rend difficile la délivrance des services." A la fin de l'évènement, le g7+ a signé un Protocole d'Entente (PE) avec l'université de Coimbra pour soutenir le travail de plaidoirie du g7+.****

Depuis le bureau du Secrétaire-général



je me réjouis de constater que notre pays président, la Sierra Leone, a pris l'initiative d'établir le Fonds fiduciaire du g7+ et offert 250.000 dollars comme somme initiale pour le secrétariat du g7+. Nous espérons que cela encouragera les pays membres à contribuer pour assurer la continuité du Secrétariat. À la suite d'une invitation par le Bureau de Construction de la Paix, j'ai fait une présentation de la part du g7+ à la conférence asiatique sur la Construction de la Paix et la Prévention des Conflits tenue à Séoul en novembre 2017.

Le Secrétaire général adjoint du g7+, M. Habib Mayar, a parlé au 16ième Forum annuel à Tbilissi, en Géorgie en octobre/novembre 2017. Il a également pris part à une délégation qui a assisté à la Réunion d'Équipe du Réseau international sur la Fragilité et les Conflits (INCAF) en novembre en parallèle avec le Secrétariat du Dialogue international sur la Construction de la Paix et de l'État (IDPS) en tant qu'observateur. Au cours du même mois, l'Institut de Développement D'Outremer (ODI) l'a invité à partager les perspectives du g7+ au cours d'évènements de l'ODI: est-ce qu'une paix inclusive et un rétablissement sont possibles après un conflit? A Londres, il a rencontré des représentants de DFID UK pour explorer des opportunités quant au travail de plaidoirie du g7+.

En aout, le Secrétariat du g7+ a organisé une présentation publique pour les étudiants inscrits en Relations internationales à l'université de Dili sur la construction de la paix et d l'état. J'espère que cette activité pourra inspirer d'autres pays membres du g7+.

Enfin, le g7+ vient de célébrer Noël avec des orphelins à Dili. Nous avons beaucoup progressé cette année, et nous allons profiter de cette période des fêtes pour réfléchir à notre retraite en janvier 2018. Elle nous permettra de considérer les progrès et les défis de 2017 et de planifier nos tâches pour 2018 de façon à servir nos pays membres du mieux possible. Merci! ****